



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.3/31/4
7 octobre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL

Trente et unième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Protection des droits de l'homme au Chili

Lettre datée du 30 septembre 1976, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe 16 documents qui, de l'avis de ma délégation, présentent une utilité certaine pour les représentants siégeant à la Troisième Commission pendant la trente et unième session de l'Assemblée générale.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer la présente note et ses annexes comme document de travail de l'Assemblée générale au titre du point 12 de l'ordre du jour.

UN LIBRARY
OCT 14 1976
UN/SA COLLECTION

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Ismaël HUERTA DIAZ
Vice-Amiral

Table des documents

- Document No 1 : Lettre du Ministre des affaires étrangères du Chili - 12 avril 1976
- Document No 2 : Lettre du Directeur de la Division des droits de l'homme -
10 mai 1976
- Document No 3 : Lettre de M. Sergio Diez, ambassadeur - 25 mai 1976
- Document No 4 : Lettre du Président du Groupe de travail spécial - 3 juin 1976
- Document No 5 : Lettre du Ministre des affaires étrangères du Chili - 2 juillet 1976
- Document No 6 : Lettre du Président du Groupe de travail spécial - 31 juillet 1976
- Document No 7 : Lettre du Ministre des affaires étrangères du Chili - 19 août 1976
- Document No 8 : Télégramme du Ministre des affaires étrangères du Chili -
26 août 1976
- Document No 9 : Lettre du Président du Groupe de travail spécial - 3 juin 1976
- Document No 10 : Note No 1103 de la délégation permanente du Chili à Genève -
25 août 1976
- Document No 11 : Note No 1122 de la délégation permanente du Chili à Genève -
30 août 1976
- Document No 12 : Lettre du Président du Groupe de travail spécial - 4 juin 1976
- Document No 13 : Note No 1102 de la délégation permanente du Chili à Genève -
25 août 1976
- Document No 14 : Document de travail présenté par la délégation permanente du Chili
à Genève - 30 août 1976
- Document No 15 : Lettre du Président du Groupe de travail spécial - 24 août 1976
- Document No 16 : Note No 1015/109 du représentant permanent du Chili auprès de
l'Organisation des Nations Unies - 21 septembre 1976

AnnexesDocument No 1

Lettre datée du 12 avril 1976, adressée par le Ministre des affaires étrangères du Chili au Président de la Commission des droits de l'homme, M. Leopoldo Benites, et proposant une réunion entre le Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme et des représentants du Gouvernement chilien

Compte tenu de l'issue de la trente-deuxième session de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement chilien croit devoir s'adresser à vous afin de proposer une réunion du Groupe de travail spécial de la Commission que vous présidez et de représentants dudit gouvernement.

L'initiative que prend ainsi mon gouvernement procède essentiellement du désir, maintes fois exprimé par le Chili, de coopérer aux activités des organismes internationaux et se fonde sur le principe du respect dû aux Etats souverains qui composent ces organismes. Dans cet esprit - de collaboration et de respect mutuel - le Gouvernement chilien estime opportun d'organiser une réunion avec le Groupe de travail spécial, afin d'examiner les modalités selon lesquelles il pourrait effectivement prêter le concours qu'il a offert pour permettre au Groupe de s'acquitter objectivement de la tâche que lui a confiée la Commission des droits de l'homme en prorogeant son mandat.

De l'avis de mon gouvernement, la réunion susmentionnée pourrait se tenir à New York, du 17 au 21 mai.

Si nous suggérons ces date et lieu, c'est, d'une part, qu'ils ne doivent susciter aucune difficulté pour le Groupe de travail et, d'autre part, qu'ils permettraient au Gouvernement chilien d'assister à la fois aux réunions du Groupe et à celles que la Commission interaméricaine des droits de l'homme doit tenir à Washington D.C., du 24 mai au 4 juin prochains. Après cette date, le Gouvernement chilien ne serait plus en mesure de travailler avec le Groupe puisque l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains tiendra sa session au Chili, à partir du 4 juin.

Le Gouvernement chilien formule cette proposition parce qu'à son avis, un certain nombre de questions de forme et de fond doivent être élucidées dans l'intérêt même des nobles objectifs qui sont communs aux Etats Membres et à l'Organisation des Nations Unies.

Les principaux points à inscrire à l'ordre du jour de la réunion susmentionnée seraient notamment les suivants : domaine de compétence du Groupe de travail spécial, procédure, analyse de questions de caractère général et problème que pose la visite du Groupe.

/...

A. Compétence

A ce sujet, mon gouvernement estime que le Groupe de travail spécial ayant déjà produit un rapport, celui qu'il rédigera à l'avenir devra porter uniquement sur la période dont le début coïncide avec l'accord portant prorogation du mandat du Groupe. En outre, ce rapport devra traiter de cas concrets et précis de violations présumées des droits fondamentaux de l'homme, et non de ceux qui, constituant des garanties individuelles, se conçoivent en période de "normalité" constitutionnelle dans un pays. C'est seulement ainsi, de l'avis de mon gouvernement, que l'on peut juger objectivement de la situation qui existe à cet égard dans le pays. De plus, faute d'appliquer ce critère, on en viendrait à analyser des questions périmées, déjà discutées et tranchées.

Le Gouvernement chilien pense donc que, pour être réellement fructueux et atteindre son véritable objectif, un travail de cette nature doit consister à étudier des cas concrets dont l'existence - si elle est établie - impliquerait violation des droits fondamentaux de l'homme et qui, sans exception, se seraient produits après la date à laquelle a été prorogé le mandat du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme.

B. Procédure

Le Gouvernement chilien estime également qu'une procédure appropriée, offrant des garanties d'objectivité, suppose nécessairement un changement des normes que le Groupe de travail s'est fixées sans son assentiment.

A son avis, les idées fondamentales à retenir à cet effet, sans préjudice de celles qui pourraient faire l'objet d'un accord au cours de la réunion, sont les suivantes :

a) Le Gouvernement chilien devra être informé de tout cas dont le Groupe de travail estimerait avoir des raisons valables de traiter dans le rapport ou de considérer comme un élément fondamental de ce dernier, de telle sorte qu'il puisse savoir à quelle situation on se réfère, cela n'impliquant pas indication de la source dont le Groupe tient ses renseignements;

b) Dans chaque cas concret de cette nature, le Gouvernement chilien devra disposer d'un certain délai pour donner au Groupe une réponse touchant la véracité des faits et les explications qu'ils appellent;

c) La réponse du Gouvernement chilien devra être incorporée dans le rapport, si celui-ci traite de la situation concrète ayant donné lieu à une demande de renseignements; le cas échéant, l'absence d'une réponse du Gouvernement chilien devra être consignée dans le rapport;

d) Il faut arrêter d'un commun accord une procédure permettant au gouvernement de participer à l'analyse de chaque cas;

e) Le Gouvernement chilien doit avoir la possibilité de formuler des observations d'ensemble sur le rapport ou le projet de rapport avant que ces documents ne soient envoyés à l'Assemblée générale ou à la Commission des droits de l'homme, et ces observations doivent figurer dans le texte définitif desdits documents. /...

C. Questions de caractère général

Dans tous les rapports qui ont éclaboussé le Chili, on a abordé des questions de caractère général, et mon gouvernement estime devoir exposer quelques considérations à ce sujet.

En premier lieu, il ne peut être fait allusion à ces questions qu'en rapport direct avec les violations dont tel ou tel droit fondamental d'un individu donné est présumé avoir fait l'objet. Il s'ensuit qu'on devra démontrer comment la situation de caractère général dont on fait état est liée à la protection effective du droit auquel il aurait été porté atteinte.

En deuxième lieu, afin d'inclure dans le rapport des renseignements relatifs à des situations de caractère général, on devra s'appuyer sur des éléments d'information puisés uniquement à des sources se rattachant aux organismes spécialisés des Nations Unies ou aux services officiels chiliens.

En troisième lieu, chaque fois qu'on mentionne une situation de caractère général, ce doit être sous une forme telle que ladite situation soit envisagée dans sa totalité, et non de façon fragmentaire, afin d'éviter tout jugement déformé concernant la réalité nationale chilienne.

D. Analyse du problème que pose l'observation "sur place"

Comme indiqué précédemment, l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains se tiendra dans notre pays, du 4 au 27 juin prochain.

De toute évidence, la question dont il s'agit ici est liée aux décisions qui seront prises lors de cette session, et mon gouvernement ne peut donc exprimer aucune opinion à ce sujet.

En tout état de cause, il estime que cet aspect devra être étudié dans le cadre de la réunion envisagée, de telle sorte qu'on puisse procéder à un échange de vues sur lequel asseoir les résolutions qui seraient adoptées dans l'avenir.

Le Ministre des affaires étrangères,

(Signé) Patricio CARVAJAL PRADO

/...

Document No 2

Lettre datée du 10 mai 1976, adressée au représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, le vice-amiral Ismael Huerta, par le Directeur de la Division des droits de l'homme, M. Marc Schreiber, au nom du Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Ghulam Ali Allana, en réponse à la lettre que le Ministre des affaires étrangères du Chili avait adressée au Président de la Commission des droits de l'homme (document No 1)

Au nom de M. Ghulam Allana, j'ai l'honneur de me référer à la communication datée du 12 avril 1976 que le Ministre des affaires étrangères du Chili a adressée à M. Allana en sa qualité de Président du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation actuelle au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme et, en réponse à cette communication, de confirmer que le Groupe de travail est disposé à rencontrer des représentants du Gouvernement chilien au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du mardi 18 au vendredi 21 mai 1977 afin d'examiner sous quelle forme la collaboration du Gouvernement chilien et du Groupe de travail pourrait se concrétiser.

Le Directeur de la Division
des droits de l'homme,

(Signé) Marc SCHREIBER

Document No 3

Lettre datée du 25 mai 1976, adressée au Président de la
Commission des droits de l'homme, M. Leopoldo Benites, par
le représentant du Chili aux conversations avec le Groupe
de travail spécial, M. Sergio Diez, au sujet de ces
conversations

La délégation du Chili, qui s'est entretenue avec le Groupe de travail spécial dépendant de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies que vous présidez, a jugé opportun de vous demander, dans l'exercice des hautes fonctions qui vous sont imparties, de proposer vos bons offices pour que soit conclu dès que possible un accord entre le Groupe de travail et le Gouvernement chilien.

Comme nous l'avons pensé lors de la dernière réunion que nous avons tenue avec le Groupe de travail, le Gouvernement chilien estime que le dialogue est ouvert, que les divergences de vues ne sont pas irréconciliables et que leur analyse ultérieure peut contribuer au rapprochement de nos positions.

Nous pouvons d'ores et déjà vous assurer que le Gouvernement chilien est disposé à étudier la proposition faite par le représentant de l'Autriche, M. Ermaroca, quant à l'interprétation à donner à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, article qui est l'un des deux points sur lesquels l'accord n'a pu se faire en matière de juridiction et de procédure.

En outre, nous voulons par votre entremise pressentir le Groupe de travail pour qu'il veuille bien considérer la position du Gouvernement chilien, lequel ne demande qu'une garantie procédurale minime, être informé par le Groupe de travail des accusations concrètes de violation des droits de l'homme portées contre des autorités ou des fonctionnaires de son pays pour pouvoir s'en justifier et, le cas échéant, connaître ou corriger les délits dont le bien-fondé est finalement approuvé. Mon gouvernement ne peut en effet admettre que soit élaboré, en collaboration avec vos services, un rapport où il serait fait état de situations non spécifiques et où ne seraient pas consignés les éléments d'appréciation nécessaires à l'enquête, un rapport qui, en dernier ressort, lui refuserait toute possibilité d'exercer le droit de légitime défense que reconnaissent les normes procédurales universellement acceptées non seulement à tout Etat souverain mais aussi à tout individu.

Comme nous l'avons déclaré à notre réunion avec le Groupe, le lundi 24 mai, au cas où les deux parties parviendraient à une solution satisfaisante sur les deux points précités, elles pourraient désigner, d'un commun accord, un ou deux délégués des Nations Unies ou du Groupe de travail, si ce dernier le juge préférable, en les chargeant de procéder à une vérification sur place du bien-fondé des accusations portées contre des autorités ou des fonctionnaires chiliens et de contrôler, en outre, les observations que le gouvernement aurait

/...

formulées dans chacun des cas; et ceci, dans le cadre des normes de compétence et de procédure sur lesquelles un accord est déjà intervenu, sous réserve des points soulevés dans cette lettre.

Je suis persuadé, Monsieur le Président, que le Gouvernement chilien est disposé à fixer avec le Groupe ou avec les délégués qui seraient éventuellement nommés, la date, le programme d'action et les modalités de cette visite au Chili, afin que ledit Groupe puisse s'acquitter de sa tâche et présenter, en septembre prochain, à l'Assemblée générale des Nations Unies, un rapport réunissant les antécédents et les pièces à conviction recueillis.

(Signé) Sergio DIEZ

/...

Document No 4

Lettre datée du 3 juin 1976, adressée au représentant permanent du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève par le Président du Groupe de travail spécial, M. Ghulam Ali Allana, au sujet des conversations entre le Groupe de travail et les représentants du Gouvernement chilien

Au cours des réunions tenues du 17 au 25 mai 1976 au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour donner suite à la proposition faite par le Ministre des affaires étrangères du Chili dans sa lettre du 12 avril 1976, des représentants de votre gouvernement ont suggéré au Groupe de travail spécial que soient convoquées des réunions ultérieures auxquelles participeraient les représentants du Gouvernement chilien et les membres dudit Groupe. Ce dernier a déclaré être prêt à se réunir avec les représentants du Gouvernement chilien en vue de déterminer dans quelle mesure ledit gouvernement entendrait collaborer aux travaux du Groupe, compte tenu de son ordre du jour et du mandat dont il est investi.

Comme en ont été informés les représentants de votre pays, le Groupe reprendra ses activités dans le courant du mois de juillet 1976 et j'aimerais faire savoir à votre gouvernement que le Groupe serait disposé à rencontrer ses représentants au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 26 et 27 juillet 1976. Si le Gouvernement du Chili désirait que soient débattus certains points spécifiques lors de cette réunion, il conviendrait qu'il en informe le Groupe à l'avance.

Le Président du Groupe de travail spécial,

(Signé) Ghulam Ali ALLANA

/...

Lettre datée du 2 juillet 1976, adressée au Président de la Commission des droits de l'homme, M. Leopoldo Benítez, par le Ministre des affaires étrangères du Chili en réponse à la lettre du Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme datée du 3 juin 1976 (document No 4)

En réponse à la note adressée à mon gouvernement par M. Allana, Président du Groupe de travail spécial, qui nous est parvenue dans le courant du mois de juin, demandant des détails sur la situation actuelle des droits de l'homme au Chili, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

1. Les dates des 26 et 27 juillet auxquelles le Président du Groupe de travail propose de fixer la réunion demandée par les délégués du Gouvernement chilien nous paraissent trop éloignées, puisque le Groupe doit établir un rapport qui sera soumis en septembre à l'Assemblée générale des Nations Unies.

A cela s'ajoute le fait que ledit rapport doit être porté à la connaissance du Gouvernement chilien assez tôt pour qu'il puisse au moins présenter à l'Assemblée générale ses observations à ce sujet.

Ce qui confirme mon gouvernement dans cette opinion est le fait que le Groupe de travail lui-même, dans la note dans laquelle il demande des renseignements généraux sur les droits de l'homme au Chili, précise que lesdits renseignements doivent lui parvenir le 5 juillet au plus tard, et que d'éventuels renseignements complémentaires pourront lui être adressés jusqu'au 5 août mais que, passé cette date, ils ne pourront être examinés par le Groupe, qui est tenu de faire rapport à temps à l'Assemblée générale.

2. Mon gouvernement s'étonne que le Groupe de travail demande si nous souhaiterions ajouter à l'ordre du jour tel ou tel point particulier et nous prie de la lui faire savoir à l'avance. Comme V. Exc. le sait pour avoir participé en personne aux entretiens du mois de mai et par la lettre que vous a adressée de Washington, à la clôture des négociations de New York notre représentant, l'ambassadeur Sergio Diez, le Groupe connaît parfaitement les points en cause. Ce n'est que lorsque les problèmes en suspens auront été résolus que le Gouvernement chilien pourra apporter une collaboration pleine et entière.

3. Le Gouvernement chilien tient pour fort regrettable que le Groupe de travail qui a décidé de se réunir pendant 10 jours à Mexico n'ait prévu ensuite que, deux jours pour rencontrer les délégués du gouvernement. Dans ces conditions, quel que soit le résultat des entretiens de la fin juillet, la collaboration du Chili ne pourra pas se réaliser faute de temps : c'est pourquoi la date retenue pour la réunion nous paraît peu opportune.

4. Il ne saurait échapper à V. Exc. que le fait de choisir le Mexique pour y tenir session répond fort mal à l'attitude de coopération que mon gouvernement est prêt à manifester, car le Gouvernement mexicain non seulement n'entretient pas de relations avec le Gouvernement chilien, mais encore il refuse de délivrer ou délivre avec de grands retards les visas nécessaires aux représentants officiels chiliens qu'envoie le gouvernement aux réunions internationales qui ont lieu sur le territoire mexicain. Le choix de ce pays apparaît encore plus inquiétant, au lendemain de la réunion des ministres des affaires étrangères des pays américains qu'a tenue à Santiago du Chili l'Organisation des Etats américains et où le Mexique a été le seul Etat à ne pas se faire représenter. Pour expliquer son absence, il a invoqué des raisons désobligeantes à l'égard du Chili. L'attitude du Groupe de travail ne manifeste pas l'objectivité que nous attendions de lui, puisqu'il pouvait choisir entre une vingtaine de pays d'Amérique où auraient pu se rendre non seulement les représentants du Gouvernement chilien, mais aussi les délégués d'institutions ou les particuliers qui souhaiteraient faire des déclarations et présenter des preuves au Groupe de travail.

5. Nous demandons une fois de plus à V. Exc. d'insister auprès du Groupe de travail, lorsque vous lui communiquerez nos vues pour qu'il modifie ses décisions, annule sa décision de se réunir au Mexique, avance la date de ses entretiens avec nos délégués et accepte les propositions de rapprochement et de collaboration contenues dans la lettre du 12 avril 1976 que nous vous avons adressée.

Le Ministre des affaires étrangères
du Chili,

(Signé) Patricio CARVAJAL PRADO

/...

Document No 6

Lettre datée du 31 juillet 1976, adressée par le Président du Groupe de travail spécial au Ministre des affaires étrangères du Chili en réponse à sa communication au Président de la Commission des droits de l'homme datée du 2 juillet 1976 (Document No 5)

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 2 juillet 1976 que vous avez adressée au Président de la Commission des droits de l'homme, par l'intermédiaire de la Division des droits de l'homme à Genève, concernant la lettre que j'ai envoyée, à la demande du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation actuelle au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme, au représentant permanent du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, le 3 juin 1976.

Dans ma lettre du 3 juin, je rappelais la proposition faite par les représentants de votre gouvernement au cours de leurs échanges de vues avec le Groupe de travail spécial, en mai 1976, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, proposition visant à organiser d'autres réunions entre les membres du Groupe et les représentants de votre gouvernement, ainsi que le fait que le Groupe s'était déclaré prêt à rencontrer de nouveau les représentants du Gouvernement chilien, en vue de déterminer dans quelle mesure votre gouvernement entendrait collaborer aux travaux du Groupe, compte tenu de son ordre du jour et du mandat dont il est investi. Les dates du 26 et du 27 juillet 1976 ont été proposées à votre gouvernement pour ces nouvelles consultations, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

J'aimerais également rappeler le télégramme que le Président par intérim du Groupe de travail spécial vous a adressé de Mexico, le 16 juillet 1976, dans lequel il proposait d'autres dates et d'autres lieux de réunion à votre gouvernement et vous informait que les nouvelles observations du Groupe de travail spécial sur le texte de la lettre datée du 2 juillet vous seraient communiquées aussitôt que le Groupe aurait examiné les diverses questions dont il était saisi.

Le Groupe de travail spécial m'a demandé, à propos de cet échange de correspondance, d'attirer l'attention de votre gouvernement sur le fait que, conformément à la pratique établie aux Nations Unies, les lettres destinées au Groupe de travail doivent être adressées à son Président. Bien qu'il ait été créé par la Commission des droits de l'homme, le Groupe de travail estime qu'il a un statut autonome en ce qui concerne l'exercice des fonctions qui lui ont été confiées.

Le Groupe m'a également demandé d'appeler votre attention sur le fait que, dans le cadre de son mandat et des dispositions administratives et financières qui ont été prises pour lui permettre d'exercer ses fonctions, c'est à lui que revient, en dernier ressort, la responsabilité d'établir son programme de travail.

/...

En ce qui concerne les questions abordées au paragraphe 1 de votre lettre, je tiens à vous signaler que les dates proposées du 26 et du 27 juillet sont apparues au Groupe comme étant les plus satisfaisantes, compte tenu des obligations qu'il a en vertu de ce programme de travail. Toutefois, cette proposition n'excluait pas la possibilité de choisir, par accord mutuel, de nouvelles dates qui conviendraient mieux à votre gouvernement. Il convient de signaler, à ce propos, que les représentants de votre gouvernement ont montré une certaine réticence quant à la possibilité d'organiser certaines consultations avant ces dates, en faisant remarquer que des réunions de l'Assemblée de l'Organisation des Etats américains avaient actuellement lieu au Chili. Le Groupe tient à faire observer, à ce propos, que les activités qu'il exerce au nom des Nations Unies ne peuvent être subordonnées aux exigences d'organisations régionales agissant indépendamment de l'Organisation mondiale.

De l'avis du Groupe, la question des renseignements que j'ai demandés à votre gouvernement dans ma lettre du 4 juin 1976 sur les points mentionnés dans la résolution 3448 (XXX) de l'Assemblée générale et la résolution 3 (XXXII) de la Commission des droits de l'homme, est différente de celle des réunions entre les membres du Groupe et les représentants de votre gouvernement sur les modalités de coopération entre votre gouvernement et le Groupe. Les dates proposées pour la présentation des renseignements que votre gouvernement voudra bien donner ont été fixées compte tenu du programme approuvé par le Groupe pour présenter son rapport à la trente et unième session ordinaire de l'Assemblée générale en temps voulu.

En ce qui concerne les questions que vous avez soulevées au paragraphe 2 de votre lettre du 2 juillet, si j'ai proposé dans ma lettre du 3 juin que votre gouvernement informe le Groupe à l'avance s'il désirait que soient débattus certains points spécifiques entre ses représentants et les membres du Groupe, c'est dans le seul but de faciliter les consultations ultérieures, en indiquant, à la lumière des entretiens de mai 1976, les questions sur lesquelles des progrès pourraient être réalisés, en particulier en ce qui concerne la visite du Groupe au Chili envisagée dans la résolution 8 (XXXI) de la Commission des droits de l'homme. Votre gouvernement se souviendra, à ce propos, des importantes différences de vues qui existaient au sujet des modalités de coopération entre votre gouvernement et le Groupe, différences qui n'ont pas encore été résolues en ce qui concerne la façon dont le Groupe s'acquitterait, à l'avenir, des fonctions qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme; les assurances qui seraient demandées au Gouvernement chilien en ce qui concerne la sécurité des personnes qui comparaitraient devant le Groupe en qualité de témoins, les membres de leur famille et les personnes dont il serait fait mention dans les témoignages, et l'interprétation à donner aux dispositions de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en vertu duquel, notamment, même en cas de troubles publics, aucune dérogation à certains droits énumérés dans ce pacte n'est possible.

Votre gouvernement comprendra que le Groupe de travail spécial, en sa qualité d'organe des Nations Unies, ne peut renoncer aux principes garantissant la protection des droits de l'homme qui ont été acceptés par la communauté

/...

internationale dans les instruments des Nations Unies, et en particulier à ceux auxquels le Gouvernement chilien est légalement tenu de se conformer; le Groupe ne peut pas non plus accepter de limiter les moyens qui sont généralement reconnus comme applicables dans les enquêtes menées par des organismes internationaux.

De même, rappelant la proposition figurant dans la lettre de l'ambassadeur Sergio Diez adressée au Président de la Commission des droits de l'homme le 25 mai 1976 et à laquelle vous vous référiez dans votre lettre du 2 juillet, selon laquelle un ou deux délégués des Nations Unies ou du Groupe de travail proprement dit pourraient être désignés pour procéder à des vérifications sur place à des fins précises, le Groupe tient à déclarer qu'il ne se considère pas compétent pour se prononcer sur la possibilité de représenter les Nations Unies d'une autre manière que par ses propres membres agissant en vertu du mandat dont le Groupe est investi. A propos de ce dernier point, le Groupe est fermement convaincu que, conformément aux résolutions en vertu desquelles il a été créé, il doit continuer à exercer ses fonctions en tant que Groupe, en conservant la composition prévue dans ces résolutions.

En ce qui concerne les questions abordées dans les paragraphes 3 et 4 de votre lettre, le Groupe tient à signaler qu'il a pris la décision de se réunir à Mexico après avoir pleinement envisagé les diverses possibilités qui s'offraient au moment où son programme de travail pour 1976 a été adopté, c'est-à-dire en février 1976, soit longtemps avant que la décision du Gouvernement mexicain de ne pas assister à la session de l'Assemblée des Etats américains à Santiago ait été annoncée. Le Groupe est convaincu que si des dépositions orales et écrites intéressant les travaux du Groupe lui avaient été fournies au Mexique, les moyens nécessaires, y compris les visas, auraient pu être obtenus auprès des autorités mexicaines.

Au cours de son séjour au Mexique, le Groupe s'est limité à rassembler des renseignements utiles pour ses travaux et il n'a eu aucune consultation ou discussion avec les représentants du Gouvernement mexicain sur l'objet de ses enquêtes. Je tiens donc à vous assurer que la décision qu'il a prise d'exercer une partie de ses fonctions au Mexique n'a aucunement été motivée par le désir d'irriter votre gouvernement.

J'ose espérer que la réponse ci-dessus aux observations contenues dans votre lettre du 2 juillet 1976 vous apportera des précisions supplémentaires sur la manière dont le Groupe estime qu'il doit accomplir les tâches difficiles et importantes qui lui ont été confiées, et de nouvelles assurances quant à l'esprit d'objectivité que ses membres sont fermement déterminés à conserver dans l'exercice de leurs fonctions et quant à leur espoir que votre gouvernement acceptera d'offrir au Groupe les moyens dont il a besoin pour accomplir une tâche motivée par les profondes inquiétudes de la communauté mondiale.

Le Président du Groupe
de travail spécial,
(Signé) Ghulam Ali ALLANA

/...

Document No 7

Lettre datée du 19 août 1976, adressée par le Ministre des affaires étrangères du Chili au Président du Groupe de travail spécial, M. Ghulam Ali Allana, en réponse à sa communication du 13 juillet 1976 (Document No 6)

En réponse à votre lettre du 31 juillet 1976 concernant l'échange de communications entre mon gouvernement et le Groupe de travail que vous présidez, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

1. Mon gouvernement est disposé à poursuivre les conversations avec le Groupe de travail dans l'esprit de collaboration nécessaire à l'exécution du mandat qui lui a été assigné par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, conversations dont l'initiative revient cette année au Gouvernement chilien avec les réunions qui ont lieu à New York au mois de mai.
2. A cet effet, des représentants du Gouvernement chilien se rendront à Genève aux dates que vous avez proposées au nom du Groupe de travail que vous présidez.
3. Sans préjudice de ce qui pourrait être convenu lors des prochaines réunions entre les représentants de mon gouvernement et le Groupe de travail, je dois préciser certains points contenus dans la lettre à laquelle la présente se réfère :

a) Le Gouvernement chilien n'a jamais prétendu imposer au Groupe de travail des limites qui ne soient pas internationalement reconnues aussi bien dans les documents auxquels il a souscrit que dans la pratique et la doctrine universellement admises. Bien au contraire, il a seulement exprimé le désir que, devant sa décision souveraine de collaborer avec les organismes internationaux, ceux-ci lui reconnaissent ses droits inaliénables et la dignité qui émane de sa qualité d'Etat souverain en même temps qu'ils lui garantissent l'objectivité et l'impartialité de leurs décisions. C'est dans ce souci qu'il a demandé à participer à l'élaboration des règles de procédure qui permettent, avec son assentiment, l'accomplissement de la tâche qui a été confiée au Groupe de travail;

b) Vous vous rappellerez que, depuis mai 1975, les représentants du Gouvernement chilien ont demandé à être écoutés pour la rédaction des règles de procédure qui doivent régir les travaux du Groupe, cela en vertu même de sa qualité d'Etat souverain et afin de rechercher un accord entre la juridiction nationale et la juridiction internationale qui se trouvent être en conflit en ce qui concerne l'analyse des droits de l'homme dans un certain pays. Nous tenons à redire qu'aucun instrument, aucune pratique internationale ni aucun auteur de traité n'excluent la participation d'un Etat souverain dans une analyse qui a pour objet le respect des droits de l'homme sur son territoire; c'est pourquoi mon gouvernement tient à faire savoir une fois de plus devant les représentants de la communauté internationale que la collaboration de tout Etat souverain exige comme condition préalable et nécessaire que des règles de procédure minimums soient établies, position que tout autre gouvernement aurait adoptée dans une situation analogue;

/...

c) Je dois aussi préciser que, comme il l'a dit à maintes reprises, mon gouvernement ne prétend pas ni n'a jamais prétendu que le Groupe de travail lui dévoile l'identité des témoins qui comparaissent devant lui de sorte qu'il serait mal à propos de demander au Gouvernement chilien qu'il offre des garanties relatives à la sécurité de ces personnes. En revanche, le Chili exige de connaître les cas concrets de prétendues violations des droits de l'homme avec tous les détails qui lui permettent de bien voir la situation particulière dont il s'agit, puisque aussi bien c'est seulement ainsi que mon gouvernement pourra réfuter l'accusation ou porter remède à la situation si elle se révèle exacte.

Au sujet de la sécurité des personnes en cause ou de leurs proches, le Gouvernement chilien rappelle qu'un mémorandum (document de travail) en date du 24 mai 1974 avait été remis au Groupe de travail durant les conversations qui s'étaient déroulées à New York, mémorandum dont le paragraphe 3 dit textuellement : "Le Gouvernement chilien offre naturellement des garanties en ce sens qu'aucune mesure de rétorsion ne sera prise contre les personnes engagées dans les affaires qui seront traitées ni contre leurs proches";

d) Enfin, mon gouvernement tient à établir que, si le mandat assigné au Groupe de travail par la Commission des droits de l'homme est d'une large portée, il n'en est pas moins assujéti implicitement aux restrictions que lui imposent sa nature propre et le caractère même de la mission à remplir, cela conformément aux pratiques et aux principes internationaux que nous avons déjà mentionnés.

4. Pour conclure, mon gouvernement a la conviction d'avoir toujours plié sa conduite au respect des droits de l'homme en même temps qu'il n'a cessé de vouloir coopérer avec les organismes internationaux, ce qu'il a prouvé par ses actes non seulement au sein des Nations Unies, mais encore dans le cadre de l'Organisation des Etats américains, de la Croix-Rouge internationale et d'autres institutions.

Suivant cette règle de conduite invariable, le Chili sera présent devant les instances internationales et les organes qui en dépendent, en l'espèce le Groupe que vous présidez, avec l'espoir de trouver une solution impartiale et juste qui honore sa double qualité d'Etat souverain et de Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Le Ministre des affaires étrangères
du Chili,

(Signé) Patricio CARVAJAL PRADO

/...

Document No 8

Télégramme daté du 27 août 1976 adressé au Président du
Groupe de travail spécial de la Commission des droits de
l'homme par le Ministre des affaires étrangères du Chili
au sujet des propositions faites par les représentants
du Chili pendant les conversations qui se sont déroulées
entre le Groupe et lesdits représentants

Comme vous le savez, le Gouvernement chilien, dans son souci de collaborer en permanence avec les Nations Unies et, en particulier, la Commission des droits de l'homme, avait chargé M. Sergio Diez, ambassadeur extraordinaire, de se rendre à Genève pour y poursuivre les conversations avec le Groupe que vous présidez, afin de lui apporter tous les renseignements qu'il pourrait solliciter et proposer que deux de ses membres, choisis d'un commun accord par le Groupe lui-même et le Gouvernement chilien, se rendent au Chili en janvier prochain, ce qui aurait permis au Groupe de travail spécial de remplir le mandat qui lui a été assigné.

L'Ambassadeur Diez m'a informé hier que le Groupe a rejeté la proposition du Gouvernement chilien en présentant officiellement une contre-proposition à l'effet que deux de ses membres, dont le Président, se rendent au Chili en janvier prochain et que, quelques jours plus tard, les trois autres membres se joignent à eux à Santiago.

Le Gouvernement chilien a le regret de vous faire connaître qu'il ne peut accepter cette contre-proposition et déplore profondément que son offre ait été rejetée car il est persuadé qu'elle aurait contribué à une réelle collaboration avec le Groupe de travail spécial en donnant à celui-ci la possibilité de vérifier de manière certaine la situation des droits de l'homme au Chili.

Ces raisons amènent le Gouvernement chilien à réitérer son offre avec la conviction que le Groupe en tiendra compte en une prochaine occasion.

/...

Document No 9

Lettre datée du 3 juin 1976, adressée par le Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme au représentant permanent du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pour lui demander des renseignements sur la situation de certains ressortissants chiliens

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation actuelle des droits de l'homme au Chili a dernièrement reçu un grand nombre de communications émanant de diverses sources, lesquelles exprimaient une profonde préoccupation quant à la sécurité et à l'endroit où se trouvent certaines personnes dont l'arrestation par les forces de sécurité chiliennes est supposée avoir eu lieu récemment.

Les noms qui reviennent le plus fréquemment et sont mentionnés avec le plus d'insistance dans les communications précitées sont ceux de : Victor Díaz, Mario Zamorano, Jorge Muñoz, Hernan Montealegre, José Aguilera, Bernardo Arya, Corolos Carvajal, Malaquias Ciudad, Ariel Valenzuela, Elisa Escobar, Marie Cristina Castillo, Vicente Fodich, Jorge Silva, Uldericio Donaire, Fernando Lara, Luis Racabarrén et José Weibel.

Le Groupe de travail spécial m'a prié de vous adresser cette lettre en vue d'attirer l'attention de votre gouvernement sur ces cas particuliers et tous ceux de même nature, de lui demander instamment qu'un traitement humanitaire soit assuré à toute personne se trouvant dans des circonstances analogues et que leur détention prenne fin dans les meilleurs délais. Le Groupe serait extrêmement reconnaissant à votre gouvernement s'il pouvait lui fournir des informations quant à la situation des personnes susmentionnées.

Le Président du Groupe de travail spécial,

(Signé) Ghulam Ali ALLANA

Document No 10

Note No 1103 de la délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux qui ont leur siège à Genève, adressée, en date du 25 août 1976, au Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Ghulam Ali Allana, pour lui donner des renseignements sur les personnes visées dans sa communication du 3 juin (Document No 9)

La délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organismes internationaux qui ont leur siège à Genève a l'honneur d'accuser réception de la communication qui lui a été adressée le 3 juin dernier par M. Ghulam Ali Allana, président du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme, communication dans laquelle il lui est demandé des renseignements sur la situation de ressortissants chiliens détenus. A ce sujet, elle peut fournir les précisions suivantes :

Jorge Aguilera-Belmar a été arrêté en vertu des pouvoirs constitutionnels de l'exécutif sous le régime de l'état de siège pour avoir été convaincu de servir d'agent de liaison au parti communiste interdit en vue de la distribution de fonds provenant du Front des masses, c'est-à-dire de confédérations syndicales noyautées ou manipulées par ce parti. Il a été remis en liberté le 12 mai 1976, le lendemain de son arrestation.

Malaguias Ciudad Salazar a été remis en liberté en vertu du décret No 177 du Ministère de l'intérieur, en date du 24 mai 1976.

Jorge Silva Rojas est en liberté depuis le 20 octobre 1975.

Hernán Montealegre Klenner, María Cristina Castillo Campano, Horacio Ariel, Valenzuela Barrangán et Vicente Fodich Castillo sont détenus au camp "Tres Alamos" pour activités subversives, en vertu des pouvoirs que la Constitution de l'Etat chilien - en vigueur depuis 1925 - confère à l'Exécutif sous le régime de l'état de siège.

En ce qui concerne Víctor Díaz, Mario Zamorano, Jorge Muñoz, Bernardo Araya, Dolores Carvajal, Elisa Escobar, Uldaricio Donaire, Fernando Lara, Luis Recabarren et José Weibel, on ne sache pas qu'ils soient ou qu'ils aient jamais été détenus au Chili. Cela n'exclut pas la possibilité qu'ils aient quitté illégalement le pays sous une fausse identité, comme le cas s'est produit en d'innombrables circonstances, ou qu'ils participent à des activités clandestines sur le territoire chilien.

/...

Document No 11

Note No 1122 de la délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux qui ont leur siège à Genève, adressée, en date du 30 août 1976, au Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Ghulam Ali Allana, et complétant les renseignements de la note No 1103 (Document No 10)

La délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux ayant leur siège à Genève adresse ses salutations distinguées à M. Ghulam Ali Allana, président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Elle tient à compléter la note No 1103, datée du 25 août 1976, par les renseignements suivants :

Le ressortissant chilien Bernardo Araya Zuleta a quitté le territoire national le 7 avril 1976 par le col de Caracoles à destination de l'Argentine, dans un véhicule d'une entreprise de transport international.

Le ressortissant chilien Mario Zamorano Donoso a quitté le pays le 13 mai 1976 par l'aéroport de Pudahuel à destination de l'Argentine.

Le ressortissant chilien Onofre Jorge Muñoz Boutais a quitté le territoire national le 13 mai 1976 par l'aéroport de Pudahuel à destination de l'Argentine.

La présente note est accompagnée des minutes qui ont été établies par le service du Contrôle international des frontières et qui exposent les faits visés ci-dessus.

Pièce jointe No 1

CONTROLE INTERNATIONAL
DES FRONTIERES

Santiago, 20 août 1976

Minute S/N

Les archives de la Section du Contrôle international des frontières, examinées à compter de la date indiquée, font mention des personnes suivantes :

MARIO JAIME ZAMORANO DONOSO, à compter du 1er mai 1976 :

SORTIE : 13 mai 1976 PUDAHUEL ARGENTINE
ENTREE : NEANT

/...

ONOFRE JORGE MUÑOZ BOUTAYS, à compter du 13 mai 1976 :

SORTIE : 13 mai 1976 PUDAHUEL ARGENTINE

Carte d'identité No 2595417-7 Santiago, né le 16 décembre 1933, marié, travailleur indépendant, Chilien.

BERNARDO ARAYA ZULETA et MARIA FLORES BARRAZA : pas de mention de voyage à compter de mars 1976.

Il y a lieu de signaler que pour la période du 1er avril au 31 juillet 1976, seules les archives de Pudahuel ont été examinées et non celles des autres postes-frontière, car les informations demandées sont en traitement sur ordinateur.

(Signé) Manuel CORNEJO OYARZUN
SOUS-COMMISSAIRE/CHEF
DE LA SECTION DU CONTROLE
INTERNATIONAL DES FRONTIERES

Pièce jointe No 2

SECTION DU CONTROLE INTERNATIONAL
DES FRONTIERES

Minute S/N

D'après les archives de la Section du Contrôle international des frontières, examinées à compter d'avril 1976, les personnes visées : BERNARDO ARAYA ZULETA et MARIA OLGA FLORES BARRAZA ont quitté le pays le 7 avril 1976 par le col de Caracoles, à destination de l'Argentine, dans un véhicule privé non identifié.

Aucune mention de leur entrée ultérieure dans le pays.

(Signé) Manuel CORNEJO OYARZUN
SOUS-COMMISSAIRE/CHEF

/...

Document No 12

Lettre datée du 4 juin 1976, adressée au représentant permanent du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève par le Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme pour demander divers renseignements sur la situation en ce qui concerne les droits de l'homme au Chili

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copies de la résolution 3448 (XXX) adoptée le 9 décembre 1975 par l'Assemblée générale et intitulée "Protection des droits de l'homme au Chili", et de la résolution 3 (XXXII) approuvée par la Commission des droits de l'homme le 19 février 1976.

Aux termes de ces deux résolutions, il est instamment demandé aux autorités chiliennes de prendre, sans tarder, toutes les mesures nécessaires pour rétablir et sauvegarder les libertés et les droits fondamentaux de l'homme, de respecter pleinement les dispositions des instruments internationaux auxquels le Chili est partie et, à cette fin, de veiller à ce que :

- a) L'état de siège ou d'urgence ne soit pas utilisé aux fins de violer les droits de l'homme et les libertés fondamentales, contrairement à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- b) Des mesures appropriées soient prises pour mettre fin à la pratique institutionnalisée de la torture et autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans le plein respect des dispositions de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- c) Des droits de tout individu à la liberté et à la sécurité de sa personne, en particulier les droits des personnes qui ont été arrêtées sans inculpation ou emprisonnées pour des raisons uniquement politiques, droits définis à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, soient pleinement garantis et que des mesures soient prises pour clarifier la situation des personnes portées disparues;
- d) Nul ne soit condamné pour des actions ou des omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit international ou national au moment où elles ont été commises contrairement aux dispositions de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- e) Nul, conformément au paragraphe 2 de l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ne soit arbitrairement privé de la nationalité chilienne;
- f) Le droit de toute personne de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, soit respecté conformément à l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

/...

g) Le droit aux libertés intellectuelles définies à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques soit garanti;

h) Il soit donné suite à la demande de la Commission, que son Président a communiquée en 1974 au Gouvernement du Chili, à savoir que les personnes encore détenues soient libérées et qu'aucune mesure ne soit prise ni aucune action engagée à leur encontre à titre rétroactif;

Dans la résolution 194 (LX) qu'il a adoptée le 12 mai 1976, et dont une copie est annexée à la présente lettre, le Conseil économique et social a demandé au Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme de déterminer également, en exécution du mandat que lui a confié l'Assemblée générale au titre de sa résolution 3448 (XXX), les incidences que pourraient avoir les mesures prises par les autorités chiliennes sur le rétablissement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en application de la résolution 3448 (XXX).

En vertu du paragraphe 4 du dispositif de la résolution 3 (XXXII) de la Commission, le Groupe de travail spécial doit faire rapport à la trente et unième session de l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme au Chili, et plus particulièrement sur tout fait nouveau relatif au rétablissement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Toute information relative aux divers points énoncés dans les résolutions précitées de l'Assemblée générale, de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social que le gouvernement de votre pays voudrait bien communiquer au Groupe de travail l'aiderait considérablement dans ses travaux. Le Groupe de travail aimerait, compte tenu de son programme d'activités, que ces renseignements lui parviennent avant le 5 juillet 1976, mais examinerait toute information que pourrait lui adresser votre gouvernement avant le 5 août 1976, au plus tard.

Le Président du Groupe de travail spécial,

(Signé) Ghulam Ali ALLANA

/...

Document No 13

Note No 1102 de la délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux qui ont leur siège à Genève, adressée en date du 25 août 1976 au Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme en réponse à sa lettre du 4 juin 1976 (document No 12)

La délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève présente ses salutations au Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies M. Ghulam Ali Allana et a l'honneur de répondre à la lettre qu'il a adressée au Gouvernement chilien le 4 juin 1976.

Afin de faciliter la compréhension de la présente, il sera répondu aux points soulevés dans l'ordre où ils figurent dans la lettre susmentionnée.

- a) L'état de siège ou d'urgence ne doit pas être décrété aux fins de violer les droits de l'homme et les libertés fondamentales (art. 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

Les dispositions de l'article en question permettent de suspendre l'exercice des droits civils et politiques en cas de situation exceptionnelle menaçant l'existence de la nation, étant entendu que les restrictions ne peuvent être imposées que dans la stricte mesure où la situation l'exige et qu'elles ne doivent ni entraîner de discrimination, ni être incompatibles avec les dispositions du Pacte relatives aux points suivants : garantie du droit à la vie; interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; interdiction de l'esclavage et de la traite des esclaves; interdiction de l'emprisonnement pour dettes; non-rétroactivité des lois pénales et application des lois plus douces; reconnaissance de la liberté de pensée, de conscience et de religion.

C'est uniquement au gouvernement du pays intéressé qu'il appartient de décider si une situation menace l'existence de la nation. Nonobstant, mon gouvernement a indiqué à maintes reprises les raisons qui l'ont amené à adopter diverses restrictions autorisées par l'article 4.

Dans la législation chilienne, l'état de siège et l'état d'urgence constituent des régimes d'exception ayant pour effet de restreindre certaines libertés, mais ils sont tous deux compatibles avec l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce sens qu'ils ne portent pas atteinte aux garanties prévues au paragraphe 2 dudit article.

Le paragraphe 17 de l'article 72 de la Constitution politique de 1925 prévoit la proclamation de l'état de siège en cas d'"attaque extérieure" ou de "troubles intérieurs". En application de cette constitution, le Président de la République est habilité à "transférer les personnes d'un département dans un autre" et à

/...

les "mettre en état d'arrestation en leur propre domicile ou en des lieux qui peuvent n'être ni des prisons ni d'autres établissements destinés à la détention ou à l'emprisonnement de condamnés de droit commun". Enfin, la Constitution dispose que "les mesures prises en raison de l'état de siège ne dureront pas plus longtemps que l'état de siège lui-même".

Ces principes ont été réaffirmés dans les mêmes termes dans le décret-loi 527, de 1974, définissant le statut de la Junte.

Dans l'exercice des attributions qui lui sont ainsi conférées, et par la promulgation des décrets-lois Nos 3 et 5 de 1973, le Gouvernement chilien a proclamé l'état de siège sur tout le territoire de la République.

Ultérieurement, par le décret-loi 640 de 1974, il a institué divers degrés dans l'état de siège, afin d'adapter les mesures adoptées à la gravité de chaque situation et de ne pas les appliquer partout dans toute leur rigueur.

Enfin, eu égard au progrès de la normalisation, il a promulgué le décret-loi No 1181 de 1975, ayant pour effet d'atténuer encore la rigueur de l'état de siège, le ramenant au niveau dit de "sécurité intérieure".

Cette dernière décision a eu comme conséquence la plus importante de permettre aux tribunaux militaires du temps de paix de recommencer à fonctionner à partir du 11 septembre 1975 et de mettre fin à la compétence des tribunaux militaires du temps de guerre qui sont restés en fonction du 11 septembre 1973 au 11 septembre 1975. Dans le système juridique chilien, ces tribunaux militaires de temps de paix dépendent de la juridiction de la Cour suprême, devant laquelle il est possible de faire appel de leurs décisions et qui est habilitée non seulement à réviser leurs arrêts, mais encore à énoncer des règles régissant leur bon fonctionnement, du fait qu'elle a la faculté "de mettre un terme au tort qui motive la plainte".

Seuls font exception un nombre réduit de délits particulièrement graves, tels que la subversion, le sabotage, la séquestration et le terrorisme, auxquels la procédure du temps de guerre continue à s'appliquer.

Il convient de souligner que, pendant toute la durée de l'état de siège, les garanties constitutionnelles prévues dans la charte fondamentale sont restées pleinement en vigueur, les seules dérogations possibles étant celles qui résultent de l'exercice des pouvoirs dont l'Exécutif est investi du fait de la proclamation de l'état de siège, ces pouvoirs ne limitant d'ailleurs les libertés individuelles que dans une certaine mesure si l'on tient compte des circonstances extrêmement graves qui doivent intervenir pour motiver la proclamation de l'état de siège.

En fait, comme on l'a déjà vu, les pouvoirs ainsi conférés au Président de la République ne lui permettent d'agir que dans des domaines très délimités et les mesures qu'il prend dans l'exercice de ces pouvoirs sont applicables exclusivement pendant la durée du régime d'exception lui-même.

/...

D'ailleurs, le gouvernement a veillé tout spécialement à réglementer l'exercice de ces pouvoirs de façon à garantir dans toute la mesure du possible aux intéressés que, dans le cadre des restrictions découlant de l'exercice de ces pouvoirs, ils continueraient à jouir des garanties individuelles auxquelles ils avaient droit.

A cette fin, certaines dispositions juridiques ont été adoptées, notamment le décret-loi No 1009 de 1975 et les décrets suprêmes Nos 187 et 146 de 1976, promulgués respectivement par les Ministères de la justice et de l'intérieur, qui fixent diverses normes destinées à protéger les droits des personnes détenues en raison de l'état de siège. Comme nous aurons l'occasion, à propos des points b) et c), d'analyser ces normes en détail, nous renvoyons à ce qui y est dit à ce sujet.

En ce qui concerne l'état d'urgence, il est stipulé au paragraphe 12 de l'article 44 de la Constitution que ce n'est qu'en s'appuyant sur une loi que l'on peut restreindre les libertés personnelles et la liberté de la presse ou encore suspendre ou restreindre l'exercice du droit de réunion, dans les cas où la nécessité impérieuse de défendre l'Etat, de conserver le régime constitutionnel ou de maintenir la paix intérieure l'exige, ces restrictions ou suspensions ne pouvant être prononcées que pour une durée de six mois au plus.

Conformément à ce principe constitutionnel, on a édicté la loi No 12927 de 1958 relative à la sécurité de l'Etat dont le texte remanié a été repris dans le décret No 890 promulgué en 1975 par le Ministère de l'intérieur.

En vertu des dispositions pertinentes de ce texte, le Président de la République est habilité à proclamer l'état d'urgence sur tout ou partie du territoire national et à placer la zone considérée sous les ordres du chef de la défense nationale qui sera désigné par le gouvernement et à qui il appartiendra d'assumer le commandement militaire ainsi que les attributions et devoirs définis par la loi, étant entendu que les autorités administratives continueront à s'acquitter normalement de leurs fonctions.

Parmi les pouvoirs conférés au chef militaire, certains ont trait à la question qui nous occupe : mentionnons par exemple à cet égard la faculté de donner tous les ordres ou toutes les instructions qu'il juge nécessaires pour le maintien de l'ordre interne à l'intérieur de la zone considérée, et certains pouvoirs qu'il exerce relativement à la liberté d'information et que nous analyserons en détail à propos du point g).

De ce qui précède, il découle que les régimes d'exception appliqués par le gouvernement sont ceux qui sont prévus par notre système juridique dans des situations comme celle qui s'est produite dans le pays; que l'état de siège et l'état d'urgence sont décrétés en vertu de dispositions expresses de notre constitution politique, laquelle est en vigueur depuis un demi-siècle, ces dispositions prévoyant les circonstances dans lesquelles l'état de siège ou d'urgence doit être décrété et les effets de cette décision; que, dans le cas particulier de l'état d'urgence, on a appliqué en outre les règles énoncées à cet égard dans la loi No 12927 relative à la sécurité de l'Etat, loi déjà

/...

mentionnée qui remonte à 1958; qu'en tout état de cause, la proclamation de l'état de siège ou de l'état d'urgence permet uniquement de restreindre ou de limiter des droits individuels bien définis, toutes les autres garanties constitutionnelles restant en vigueur, et qu'en l'occurrence, les autorités nationales ont imposé ces restrictions avec modération, atténuant lentement, mais progressivement, la rigueur avec laquelle elles étaient appliquées, avec la normalisation que cela comporte.

Il est possible d'affirmer qu'en vertu de l'obligation formelle où il est de garantir aux habitants du pays le droit à la vie et à la tranquillité, le gouvernement s'est vu contraint à recourir aux mécanismes d'exception prévus par la législation chilienne, mais que, ce faisant, il a usé des pouvoirs spéciaux qui lui étaient ainsi conférés en restant strictement dans les normes constitutionnelles et juridiques, garantissant par là même le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles, droits et libertés qui n'ont été restreints ou limités que dans la mesure prescrite par les dispositions en question.

- b) Adoption de mesures adéquates pour mettre fin à la pratique "institutionnalisée" de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, selon l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

A cet égard, le Gouvernement chilien tient à dire une fois de plus qu'il est absolument en désaccord sur la formulation adoptée en ce point de la résolution, car, pour faire un appel aux autorités nationales pour qu'elles mettent fin à une situation déterminée, il faut automatiquement - et c'est là une légèreté inadmissible - partir de la supposition implicite, en l'occurrence sans fondement et inexacte, que ladite situation existe dans notre pays.

Dans le cas du Chili, la chose est particulièrement grave et injuste, dans la mesure où notre ordre juridique non seulement est entièrement conforme à ce qui est prescrit en la matière par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, mais en outre comporte de nombreuses dispositions qui ont pour objet, précisément, d'empêcher que ne se produisent des faits semblables à ceux qui nous sont indirectement imputés.

En fait, l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques prescrit que "nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants", et qu'il est interdit de soumettre une personne, sans son libre consentement, à une expérience médicale ou scientifique.

Notre constitution politique, de son côté, dans le contexte d'un ensemble de règles qui accordent les plus amples garanties aux détenus et aux personnes poursuivies, garanties dont certaines sont évoquées en d'autres points de la présente réponse, dispose expressément, au début du deuxième alinéa de son article 18, qu'"aucune torture ne pourra être pratiquée".

Ce précepte constitutionnel catégorique est complété par différentes dispositions légales et réglementaires qui ont pour but d'en garantir l'application.

/...

Par exemple, l'alinéa final de l'article premier du décret-loi No 1009, adopté le 8 mai 1975, fixe la peine expressément prévue pour quiconque contrevient à ladite règle, puisqu'il prévoit que "l'imposition de contraintes illégales aux détenus sera punie conformément à l'article 150 du Code pénal ou à l'article 330 du Code de justice militaire, selon le cas".

On trouve stipulée, d'autre part, dans les dispositions précitées, la peine qui est prévue, entre autres, respectivement pour quiconque "a pratiqué des tortures" sur la personne d'un inculpé ou "a usé à son égard de traitements inutilement rigoureux", ainsi que pour le "militaire qui, sous prétexte d'exécuter l'ordre d'une autorité supérieure ou agissant dans l'exercice de fonctions militaires, use de violence ou incite autrui à user de violence, sans raison valable et sans nécessité, en vue de s'acquitter du rôle qui lui incombe".

Enfin, il y a lieu de signaler que le décret suprême No 187 du Ministère de la justice, en date du 30 janvier 1976, complété par le décret suprême No 146 du Ministère de l'intérieur, en date du 25 février 1976, énonce diverses règles destinées à garantir les droits des détenus en vertu de l'état de siège; ces règles, pour ce qui est de la question qui nous occupe, sont les suivantes :

- a) Les personnes détenues doivent être conduites et résider uniquement dans l'un des trois endroits désignés à cet effet dans ledit décret No 146;
- b) Le Service national de santé et le Service médico-légal doivent affecter auxdits lieux de détention des médecins-chirurgiens, qui sont chargés en permanence d'examiner les détenus;
- c) Tout détenu doit être examiné par l'un de ces praticiens avant d'être envoyé dans l'un des lieux ou établissements susvisés. De même, un examen doit être effectué pendant que le détenu demeure dans lesdits lieux et au moment où il en sort;
- d) Ces médecins doivent rédiger dans chaque cas un rapport écrit où ils doivent rendre compte de l'état de la personne examinée, en remettant immédiatement celle-ci au Ministère de la justice;
- e) Si, au vu de ces rapports, il apparaît que le détenu a fait l'objet de mauvais traitements ou de contraintes injustifiées, le Ministère de la justice doit signaler ces faits à l'autorité administrative, institutionnelle ou judiciaire, selon le cas, qui est compétente en la matière;
- f) Le Président de la Cour suprême et le Ministre de la justice ont la faculté de se transporter, sans avis préalable, en l'un quelconque des lieux de détention pour les inspecter, et - pour ce qui concerne la question qui nous intéresse - d'"ordonner que soit immédiatement soumis à un examen médical le détenu qui, au cours de la visite d'inspection, est apparu comme ayant fait l'objet de mauvais traitements ou de contraintes injustifiées pendant son séjour sur les lieux inspectés".

/...

Il convient de souligner que depuis l'entrée en vigueur de cette disposition, les autorités susmentionnées ont visité à de nombreuses occasions, sans préavis, les différents établissements de détention, et ceci même de nuit, et qu'elles n'ont pas constaté d'irrégularités, comme il ressort des déclarations faites à l'issue de ces visites.

g) Il est stipulé enfin que les autorités respectives, dans les cas visés aux alinéas e) et f) précités, ordonneront dans un délai de 48 heures l'ouverture de poursuites judiciaires dont le chef d'inculpation sera la plainte du Président de la Cour suprême, du Ministre de la justice ou du fonctionnaire désigné par ce dernier, afin de déterminer les responsables et d'appliquer les sanctions pertinentes.

C'est ainsi qu'au 31 mai 1976, la justice militaire avait intenté 153 procès pour divers abus de pouvoir : 41 personnes avaient été condamnées, 50 attendaient de passer en jugement et 62 avaient bénéficié d'un non-lieu.

Les détenus reçoivent, en outre, périodiquement la visite de représentants du CICR qui se font accompagner de leurs propres médecins et peuvent avoir une conversation privée avec les détenus, ce qu'ils font continuellement; ces représentants informent en privé les autorités respectives du résultat de leur visite et contribuent à assurer à tous les intéressés le bon traitement auquel ils ont droit.

Pour information, il y a lieu de signaler que les autorités et les membres de l'Organisation des Etats américains ont aussi visité les établissements de détention pendant leur séjour au Chili à l'occasion de l'Assemblée générale de cette organisation, et ils ont fait en dehors du Chili des déclarations publiques qui corroborent ce que le gouvernement a toujours affirmé au sujet du bon traitement que reçoivent les détenus.

Comme on peut le voir, notre pays n'a pas introduit la pratique des contraintes illégales, comme paraît le supposer la résolution, et il ne les tolère pas non plus : bien au contraire, il existe un ensemble solide, complet et cohérent de dispositions destinées à empêcher ces pratiques et à punir ceux qui se rendraient coupables d'un abus quelconque.

Le Gouvernement chilien saisit cette occasion pour réaffirmer qu'il est prêt, bien plus, qu'il est résolu à adopter, conformément aux dispositions précitées, les mesures propres à garantir, chaque fois qu'une plainte concrète et sérieuse est formulée dans ce domaine, une enquête détaillée sur les faits et, le cas échéant, le châtement des coupables.

/...

- c) Le droit de toute personne à la liberté et à la sécurité est pleinement garanti, en particulier des personnes qui ont été détenues sans charges ou qui sont en prison seulement pour des motifs politiques, conformément aux dispositions de l'article 9 du Pacte relatif aux droits civils et politiques; est garantie également l'adoption de mesures visant à éclaircir la situation des disparus

L'article 9 du Pacte relatif aux droits civils et politiques, dont il est dit également qu'il doit être respecté, dispose ce qui suit :

"Article 9. 1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.

2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégales a droit à réparation."

Dans l'ordre juridique chilien, c'est la Constitution elle-même qui garantit les droits individuels au chapitre III, intitulé "Garanties constitutionnelles", chapitre dont plusieurs articles contiennent des dispositions destinées à protéger, précisément, la liberté et la sécurité de la personne.

Tel est le cas, en particulier, des articles 13 à 17, qui disposent ce qui suit :

"Article 13. Nul ne peut être détenu si ce n'est sur l'ordre d'un fonctionnaire expressément mandaté par la loi et après que cet ordre lui a été communiqué par les voies légales, à moins qu'il soit surpris en flagrant délit, et, dans ce cas, à seule fin d'être conduit devant le juge compétent.

/...

"Article 14. Nul ne peut être détenu, soumis à la détention préventive ou emprisonné si ce n'est chez lui ou dans des lieux publics destinés à cette fin.

Les responsables des prisons ne peuvent y admettre aucun détenu, prévenu ou prisonnier, sans reporter dans leur registre l'ordre correspondant émanant d'une autorité ayant pouvoir légal. Cependant, ils peuvent admettre dans les locaux de la prison, comme détenus, les personnes qui y sont amenées afin d'être présentées au juge compétent, mais ils sont tenus, dans ce sens, de rendre compte au juge dans les 24 heures."

"Article 15. Si l'autorité fait déténir une personne, elle devra, dans les 48 heures qui suivent, en informer le juge compétent en mettant le détenu à sa disposition.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'un délit contre la sûreté de l'Etat ou que l'état de siège est en vigueur, le délai visé dans l'alinéa précédent est de cinq jours."

"Article 16. Toute personne détenue, prévenue ou emprisonnée contrairement aux dispositions des articles précédents pourra recourir elle-même ou par l'entremise d'une personne de son choix au magistrat désigné par la loi pour demander que soient respectées les formalités légales. Le magistrat pourra ordonner que l'intéressé soit traduit devant lui et son ordonnance sera rigoureusement obéie par tous les responsables des prisons ou des lieux de détention. Après instruction, il ordonnera la libération immédiate de l'intéressé ou la réparation des abus juridiques commis ou mettra l'individu à la disposition du juge compétent, tout ceci dans les plus brefs délais, soit en remédiant lui-même aux abus, soit en les portant à la connaissance de l'autorité compétente pour qu'elle y remédie."

"Article 17. Aucune privation de communications ne doit empêcher le fonctionnaire responsable de l'établissement de détention de rendre visite à la personne détenue, prévenue ou emprisonnée qui s'y trouve.

Ce fonctionnaire est obligé, toutes les fois que le détenu le demande, de transmettre au juge compétent copie de l'ordre de détention ou de réclamer qu'on lui donne copie de cet ordre, ou de délivrer lui-même un certificat attestant que l'intéressé se trouve détenu si au moment de sa détention cela n'avait pas été fait."

Ces règles sont réitérées et complétées par de nombreuses dispositions légales et réglementaires qui régissent en détail la protection adéquate des droits garantis dans les articles cités.

Cependant, la situation visée à l'alinéa c) de la présente lettre concerne en particulier les personnes qui ont été détenues sans avoir été inculpées ou qui se trouvent en prison pour des motifs purement politiques.

A cet égard, il convient de souligner que la majorité des personnes privées de liberté se trouvent détenues, prévenues ou condamnées pour des infractions à

/...

des dispositions légales sanctionnant expressément des actes délictueux parfaitement définis.

Ainsi, au 30 juillet de cette année, 1 481 personnes restaient privées de liberté, dont 1 059 avaient été condamnées ou faisaient l'objet de poursuites par les tribunaux militaires et 422 étaient détenues en application des dispositions constitutionnelles de l'état de siège.

Sur les 1 059 personnes susmentionnées, 708 purgeaient leur peine et 351 attendaient de passer en jugement.

Enfin, il convient de souligner aussi que sur les 708 personnes condamnées, 520 ont eu leur peine commuée en expulsion et seront exilées dès que les formalités seront achevées ou qu'elles auront obtenu le visa d'un pays étranger.

Par conséquent, une fois terminées les formalités susmentionnées, le nombre total de personnes privées de liberté sera de 422 personnes détenues en vertu de l'état de siège, 351 personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires et 188 personnes condamnées n'ayant pas demandé une commutation de peine ou ne l'ayant pas obtenue.

Dispositions légales relatives à la détention

Conformément aux dispositions du décret-loi No 1009 de 1975 et du décret suprême No 187 de 1976, émanant du Ministre de la justice, il convient d'appliquer les règles suivantes :

1. La détention "ne pourra être autorisée que sur mandat du chef du service spécialisé de sécurité; ce mandat devra comporter les mentions suivantes :

- a) Identité du détenu;
- b) Identité de la personne qui a procédé à l'arrestation;
- c) Lieu où le détenu devra être conduit;
- d) La date, l'heure et le lieu où la mesure de détention a été prise;
- e) Nom, fonctions et signature de l'auteur du mandat;
- f) Cachet ou timbre attestant l'authenticité du mandat".

2. Dans les 48 heures qui suivent l'arrestation, un exemplaire du mandat d'arrêt devra être remis "au plus proche parent du détenu, désigné par ce dernier et résidant dans le lieu où il a été procédé à l'arrestation".

3. La détention ordonnée par les services de sécurité "ne pourra dépasser cinq jours et, dans ce délai, le détenu sera soit mis en liberté, soit mis à la disposition du tribunal compétent, ou encore du Ministère de l'intérieur si les

/...

pouvoirs extraordinaires ou ceux conférés par l'état de siège, selon le cas, s'appliquent à l'intéressé; il sera alors présenté un rapport écrit comportant les renseignements qui ont été recueillis".

Conformément aux dispositions mentionnées précédemment, le Titre V du Livre II, section 1 a), du Code de procédure pénale définit la procédure à suivre en cas de détention ou d'emprisonnement arbitraire et prévoit, à l'article 306 que "quiconque fera l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'un ordre de détention délivré par une autorité qui n'est pas habilitée à procéder à l'arrestation, ou délivré en dehors des cas prévus par la loi, ou en violation de l'une quelconque des dispositions prévues par ce Code, ou sans motif ni justification, que ce mandat ait ou non été exécuté, pourra, s'il n'a pas introduit les recours légaux demander sa mise en liberté immédiate ou la réparation des abus dénoncés".

Ce recours peut être introduit auprès de la Cour d'appel compétente par l'intéressé ou, en son nom, par toute personne apte à ester en justice, même si elle n'est investie d'aucun mandat pour le faire, et le tribunal doit rendre son arrêt dans les 24 heures.

Ces dispositions constituent ainsi un ensemble harmonieux de principes qui garantissent, en règle générale, la liberté et la sûreté de la personne à tous les habitants de la République et, notamment, à ceux qui sont détenus pour l'un quelconque des motifs prévus par la Constitution ou par la loi.

Enfin, il convient de signaler qu'en ce qui concerne les libertés individuelles, le Décret suprême No 504, en date du 30 avril 1975, a créé une Commission spéciale de la commutation des peines. Au 30 juin 1976, cette Commission avait examiné 1 236 requêtes; le résultat de ses travaux sont les suivants :

1.	- Requêtes admises	1 044
2.	- Requêtes repoussées	121
3.	- Requêtes transmises à la Commission ordinaire (affaires renvoyées devant la Commission consultative ordinaire)	20
4.	- Requêtes classées	41
5.	- Requêtes en cours d'examen	10

On peut donc voir que, sur les 1 236 requêtes présentées à cette Commission spéciale, seules 121 ont été repoussées, ce qui montre une fois de plus comment a agi le Gouvernement chilien, même à l'égard des personnes condamnées pour des actes délictueux.

/...

- d) Nul ne sera déclaré coupable d'un délit pour des actions ou omissions qui ne revêtaient aucun caractère délictueux d'après la législation nationale ou internationale en vigueur au moment où elles ont été commises, conformément aux dispositions de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

L'article 15 du Pacte relatif aux droits civils et politiques prévoit essentiellement que "nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises" et qu'"il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise"; il est déclaré en outre, aux termes de cet article, que "si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier".

Le principe de la non-rétroactivité en matière pénale est prévu par notre Charte fondamentale, au chapitre consacré aux "Garanties constitutionnelles"; en effet, aux articles 11 et 12, il est prévu que "nul ne peut être condamné sans avoir été jugé légalement et en vertu d'une loi promulguée avant le moment où a été commis l'acte sur lequel porte le jugement" et que "nul ne peut être jugé par des commissions spéciales, mais que seul doit juger le tribunal désigné par la loi et préalablement créé par celle-ci".

Ces principes sont corroborés par plusieurs dispositions juridiques et notamment par l'article 18 du Code pénal, qui prévoit qu'"aucun délit ne sera sanctionné par une peine autre que celle prévue par une loi promulguée avant que le délit n'ait été commis".

Comme on peut voir, le principe de la non-rétroactivité en matière pénale est formulée de manière encore plus large et complète que les dispositions de l'article 15, déjà cité, du Pacte; en effet, il ne prévoit pas seulement que la définition de l'acte délictueux et de la peine qui lui est applicable doit être établie par une loi promulguée avant que n'ait été commis l'acte sur lequel porte le jugement : il prévoit en outre que le tribunal chargé de statuer sur cet acte doit avoir été préalablement créé par cette loi.

L'article 18 cité précédemment garantit l'application du principe "pro-reo" dans la mesure où il prévoit que "si, une fois le délit commis et avant que la sentence n'ait été prononcée il est promulgué une autre loi qui exonère l'acte en question de toute peine ou lui applique une peine moins sévère, le jugement devra être prononcé conformément à cette loi". Actuellement, le bénéfice de ce principe s'étend également aux personnes déjà condamnées.

Toute infraction à ces dispositions donnerait en toute circonstance le droit d'introduire un pourvoi en cassation quant au fond et autoriserait à faire usage du droit de requête, et si l'une quelconque des dispositions juridiques s'écarterait de ces règles constitutionnelles, elle serait anticonstitutionnelle et pourrait être déclarée inapplicable par la Cour suprême.

/...

e) Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité (article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

L'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que "tout individu a droit à une nationalité" et que "nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité".

De son côté, l'article 6 de la Constitution politique de l'Etat chilien réglemente directement la question en disposant que "la nationalité chilienne se perd :

"1) Par la naturalisation en pays étranger;

2) Par l'annulation du titre de naturalisation, contre laquelle il est possible d'introduire un recours dans un délai de 10 jours devant la Cour suprême, qui est compétente pour connaître de la question;

3) Pour avoir rendu des services, pendant une guerre, à des ennemis du Chili ou à leurs alliés;

4) Pour avoir porté gravement atteinte, de l'étranger, aux intérêts essentiels de l'Etat pendant les situations d'exception prévues à l'article 72, alinéa 17, de la Constitution politique".

Les dispositions constitutionnelles ci-dessus sont complétées par l'article 2 du décret-loi No 175 de 1973, modifié par les décrets-lois Nos 335 de 1974 et 1301 de 1976, où il est stipulé que : pour prononcer la perte de la nationalité, prévue à l'alinéa 4 de l'article 6 de la Constitution politique de l'Etat, un décret suprême dûment motivé devra être pris avec l'accord préalable du Conseil des ministres, lequel doit prendre en considération dans tous les cas un rapport écrit du Ministère des affaires étrangères, établi sur la base des informations officielles que celui-ci obtient auprès des missions diplomatiques ou des bureaux consulaires du Chili à l'étranger ou auprès de toute autre source digne de foi qu'il juge appropriée, et aussi que la personne visée peut interjeter recours dans un délai de 90 jours devant la Cour suprême, qui intervient en priorité comme instance compétente".

Enfin, dans sa dernière partie, la disposition stipule que ledit tribunal "prescrit les mesures appropriées pour assurer l'exercice rapide du recours" et que "son intervention suspend les effets de la perte de la nationalité".

De son côté, la Cour suprême, en application du mandat qu'elle tient de la loi, a adopté le 26 janvier 1976 un règlement intérieur qui définit les modalités pour la procédure de recours; ce règlement dispose notamment que :

a) "Le Gouvernement suprême ne peut pas être partie dans la procédure de recours";

b) "Lorsque le recours est interjeté, il est communiqué officiellement au Ministère des affaires étrangères, à qui il est demandé copie certifiée du rapport écrit qu'il a établi et des informations officielles qu'il a pu obtenir auprès des missions diplomatiques ou des bureaux consultatifs du Chili à l'étranger ou auprès de toutes autres sources dignes de foi auxquelles il a eu recours";

c) "Le Ministère fait rapport dans un délai de 10 jours";

d) "Une fois reçues les informations mentionnées - ou en leur absence si le délai est expiré - une décision est prise en vue de maintenir la procédure judiciaire en instance au secrétariat pendant un délai de 10 jours à partir de la notification à l'intéressé de ladite décision, afin que celui-ci formule toutes observations et produise tous renseignements ou preuves qu'il peut estimer nécessaires";

e) "Une fois écoulé le délai dans lequel doivent être soumis les observations, faits ou preuves auxquels se réfère le paragraphe précédent, le dossier est transmis au Procureur général; lorsque celui-ci a rendu son avis, il est porté à la connaissance du tribunal plénier, qui peut déterminer si un supplément d'information est nécessaire pour prendre une décision ou pour faire plus complètement la lumière";

f) "La sentence est prononcée dans un délai de 10 jours, lorsque le tribunal est parvenu à un accord";

L'ensemble des règles ci-dessus, et en particulier le fait que la plus haute instance judiciaire de la République, organe suprême d'un pouvoir judiciaire indépendant et prestigieux, ait été chargée de connaître des recours et de trancher définitivement ces questions, constitue la meilleure garantie qu'aucun Chilien ne peut être privé arbitrairement de sa nationalité.

Les dispositions de loi qui viennent d'être exposées n'ont été appliquées qu'à deux personnes et, dans le cas le plus récent, le délai prévu pour que l'intéressé fasse appel devant la Cour suprême n'est pas encore écoulé.

f) Respect du droit à la liberté d'association, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer (article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

L'article 22 du Pacte international ci-dessus stipule que "toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts".

Il dispose en outre que "l'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publique ou les droits et les libertés d'autrui".

Enfin, cet article prévoit un certain nombre de restrictions législatives visant à empêcher qu'il soit porté atteinte aux garanties prévues dans la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

/...

Dans ce domaine, il doit être parfaitement clair que le Gouvernement du Chili, malgré la situation d'urgence très grave à laquelle il a dû faire face depuis septembre 1973, conserve un respect illimité pour l'exercice du droit d'association et la liberté syndicale, moyennant certaines réglementations et limitations provisoires que la réalité de cette situation d'urgence a rendues inévitables.

Dans l'analyse qui suit, nous étudierons tout d'abord le droit d'association, puis la liberté syndicale, tels qu'ils existent actuellement au Chili.

I. Droit d'association. Les dispositions ayant trait à ce droit sont contenues dans l'article 10 de la Constitution politique de l'Etat, qui prévoit en son alinéa 5 "le droit de s'associer sans autorisation préalable et en conformité avec la loi".

En corrélation étroite avec cette disposition, l'article 365 du Code du travail contient les dispositions suivantes :

"Article 365. Le droit de s'associer en syndicats est reconnu aux personnes des deux sexes, âgées de plus de 18 ans, travaillant dans une même entreprise ou sur un même lieu de travail, ou exerçant un même métier ou une même profession, ou des métiers ou professions similaires ou connexes, de caractère intellectuel ou manuel.

Les syndicats peuvent grouper des employeurs, des employés, des ouvriers; ils peuvent être des syndicats mixtes, ou des syndicats de personnes exerçant une profession ou un métier indépendant.

Les syndicats sont organisés par industrie ou par profession.

En ce qui concerne le respect de cette garantie constitutionnelle, on peut affirmer de manière catégorique que la liberté d'association subsiste pleinement au Chili et, qui plus est, qu'elle a été renforcée de manière incontestable, bien que le Gouvernement, usant de l'une des prérogatives que lui attribue la législation en vigueur, ait dissous la Centrale unique des travailleurs, organisation de caractère politique qui était présidée, sous le gouvernement précédent, par un des responsables du Comité central du Parti communiste lequel était en même temps Ministre du travail, ce qui constituait une véritable dictature syndicale.

Il convient de signaler que le Gouvernement a reconnu dans toute son ampleur la contribution précieuse qu'apportent, en tant qu'éléments coopérant à la solution des divers problèmes nationaux, les organisations communautaires, les associations professionnelles et autres entités du même genre, mais il estime d'autre part que, même si la situation dans le pays est pratiquement normalisée, il ne paraît pas encore approprié d'autoriser sans discernement le renouvellement des comités directeurs de ces organisations, c'est la raison pour laquelle le Gouvernement a pris le décret-loi No 349 du 13 mars 1974, qui proroge le mandat des comités directeurs des organisations intermédiaires telles que les Conseils de quartiers, les Centres pour les mères de famille, les organismes communautaires, les associations professionnelles, les coopératives, les fondations, etc.

/...

Ce décret-loi prévoit en son article 2 que si, en raison d'une impossibilité physique, morale ou de quelque autre motif, un ou plusieurs membres de ces comités directeurs viennent à être empêchés de remplir leurs fonctions et que le quorum soit ainsi insuffisant, les nominations correspondantes seront faites par le pouvoir exécutif sur proposition des travailleurs, comme il est expliqué plus loin.

En ce qui concerne le fonctionnement des associations professionnelles, on peut affirmer que ces organismes exercent les attributions qui ont toujours été les leurs, en vertu d'une tradition inaltérable, dont la source se trouve dans la législation qui leur est applicable; à ce propos, il paraît approprié de mentionner tout particulièrement deux de ces organisations professionnelles, en raison de la nature des fonctions qui leur sont confiées : il s'agit de l'Association des avocats du Chili et de l'Association des journalistes.

Aux termes du décret-loi No 474 du 31 mai 1974, l'Ordre des avocats a été dispensé de se conformer aux règles énoncées dans le décret-loi No 349 mentionné ci-dessus, prorogeant le mandat des organes directeurs de plusieurs instances intermédiaires, pour des raisons et des motifs énumérés dans les principaux alinéas du préambule, à savoir :

"Que, conformément aux préceptes du Code organique des tribunaux et de la Loi organique de l'Ordre des avocats, ce Collège est doté d'attributions qui touchent au pouvoir judiciaire, comme la constitution de listes d'avocats qui postulent des charges judiciaires et des sièges à la Cour suprême, aux cours d'appel et aux tribunaux du travail;

"Que l'honorable Junte du Gouvernement a exprimé à plusieurs reprises et publiquement son intention de respecter l'autonomie du pouvoir judiciaire et l'exécution sans restriction de ses attributions;

"Qu'il convient de reconnaître une fois de plus que les autorités gouvernementales ont le ferme propos de respecter l'indépendance du rôle des avocats en leur qualité de collaborateurs de l'administration de la justice et dans le souci de défendre les droits des parties".

En vertu du décret-loi No 971, du 18 avril 1975, les membres du Conseil de l'Ordre des avocats du Chili dont le mandat se termine à l'expiration d'un certain délai pourront continuer à exercer leurs fonctions étant entendu que leur mandat respectif est prorogé à toutes les fins prévues par la loi.

Les dispositions commentées ou simplement reproduites permettent d'affirmer, avec des raisons valables, que l'Ordre des avocats est tout à fait indépendant du pouvoir exécutif, ce qui contribue très efficacement à préserver l'ensemble du système judiciaire chilien.

/...

Il convient de spécifier sans plus attendre à propos de ce problème, que la Corporation des journalistes, dont l'influence sur les moyens de communication est incontestée, a décidé en 1975 d'élire librement les membres de son organe directeur national par suite du désistement de l'un de ses membres les plus illustres, qui avait été chargé de hautes fonctions par le Gouvernement de la République.

II. Liberté syndicale - En septembre 1973, lorsqu'il a assumé la charge de la nation, le Gouvernement a assuré les travailleurs que les avantages économiques et sociaux obtenus à ce jour ne seraient pas modifiés de façon substantielle; les faits ont montré que cette promesse a été rigoureusement tenue bien qu'il ait été évidemment nécessaire, en raison de la situation chaotique dans laquelle se trouvait alors le pays, d'instituer certaines réglementations importantes, notamment dans le domaine du travail.

C'est dans cet esprit qu'a été pris le décret-loi No 198 en date du 29 décembre 1973, qui réglemente pour une période transitoire les activités syndicales et dont le préambule, en ses principaux alinéas, rappelle ce qui suit :

"La détermination du Gouvernement de garantir l'exercice de l'activité syndicale des travailleurs et des employés conformément à la loi en vigueur;

L'existence d'organes directeurs, de syndicats totalement ou partiellement périmés ou décapités, et le fait qu'aient été suspendues les licences ou les autorisations syndicales, ces éléments ayant empêché les organisations syndicales d'exercer normalement leurs activités;

La situation de crise morale, administrative et économique grave dans laquelle le Gouvernement a trouvé le pays, qui empêche de normaliser immédiatement et totalement l'activité syndicale, et cela d'autant plus que la réforme de la Constitution politique ainsi que celle du Code du travail proprement dit et de sa législation complémentaire sont actuellement en cours, et que de cette réforme dépendra la réglementation nouvelle de cette activité; et

La nécessité urgente de réglementer l'activité syndicale dans le contexte général du pays."

Ce décret-loi proroge la validité du mandat des organes directeurs syndicaux élus en septembre 1973 et fait appel, en même temps, à un mécanisme distinct lorsqu'il s'agit de la création de nouveaux syndicats ou de situations particulières, le Ministre du travail et de la prévoyance sociale étant chargé de fixer les règles applicables en l'espèce.

Il faut signaler que conformément à ce mécanisme et à la demande des intéressés ont été fixées des règles complémentaires pour la désignation des organes directeurs syndicaux dans la mesure où ne s'appliquaient pas les préceptes généraux d'ancienneté, qui constituaient en fait une forme d'élection par les travailleurs, puisque ces derniers ont proposé la composition des organes directeurs respectifs. De septembre 1973 à avril 1976, on a enregistré la création d'environ 640 organisations syndicales nouvelles et de six fédérations nouvelles. (Des détails ont été communiqués en novembre dernier au Secrétaire général.)

/...

Au 1er juillet 1976, on comptait dans le pays 1 849 syndicats industriels et 4 106 syndicats professionnels constitués.

Toujours dans le domaine de l'activité et de la participation syndicales, on peut citer les décrets suprêmes Nos 3 et 494 en date du 9 janvier et du 25 octobre 1975, respectivement, portant création et réglementation des Comités de coordination ouvrière constitués, dans un cadre biparti, de représentants du Gouvernement et des organisations syndicales. Ces organismes ont pour objet précis de permettre au gouvernement d'être informé en temps opportun des problèmes que rencontrent les travailleurs dans les secteurs public et privé et d'examiner, en même temps, les suggestions avancées en vue de les résoudre.

Il faut enfin mentionner que le Gouvernement a nommé une Commission de spécialistes du droit syndical en vue d'élaborer un avant-projet de Code du travail, conformément aux techniques et aux principes actuels de la législation dans le monde. Ce travail est déjà achevé et il a été porté à la connaissance des organisations syndicales pour que ces dernières fassent les observations qui leur semblent nécessaires. Plus de 400 institutions ont déjà fait connaître leur point de vue, et le débat sur les points les plus importants a été diffusé par les moyens de communication sociale. (Le résumé systématique des opinions des syndicats, des universités, des enseignants et des particuliers a été communiqué en novembre dernier au Secrétaire général.)

Sans doute le présent aperçu ne fournit-il pas un tableau complet des règles édictées par le Gouvernement en vue de perfectionner peu à peu tout ce qui touche à l'exercice du droit d'association et de la liberté syndicale au Chili; nous nous sommes bornés à signaler les initiatives et les préceptes les plus importants dans ce domaine.

Quoi qu'il en soit, on peut affirmer de manière irréfutable que le droit d'association et la liberté syndicale ont été rétablis au Chili sous la forme et selon les modalités pratiquées dans les pays réellement démocratiques.

On trouvera des informations complètes sur la question dans le document intitulé "Observations du Gouvernement chilien sur le deuxième rapport de la Commission inter-américaine des droits de l'homme" que le Gouvernement a transmis au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (OEA/AG/667/76).

g) Le droit aux libertés intellectuelles, prévu à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques est garanti

L'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que "nul ne peut être inquiété pour ses opinions", que "toute personne a droit à la liberté d'expression" et que ledit droit "comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce" par n'importe quel moyen. Il ajoute ensuite que l'exercice de ce droit peut être soumis à des restrictions fixées par la loi afin d'assurer le respect des droits ou de la réputation d'autrui ou de sauvegarder la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques.

/...

D'autre part, la Constitution politique du Chili reconnaît, aux termes de l'article 10 No 3, la liberté d'opinion, sans censure préalable, et la liberté d'expression, sous forme orale ou écrite, par la presse, la radio, la télévision ou tout autre moyen, sous réserve d'avoir à répondre des délits et des abus commis dans l'exercice de ces libertés, selon la procédure et dans les cas définis par la loi.

Etant donné la situation exceptionnelle que traversait le pays, le gouvernement s'est vu contraint de réglementer certains aspects de ces libertés.

En fait, le décret-loi 77 a frappé d'illégalité et dissous les partis politiques qui ont fomenté une guerre fratricide dans laquelle ils cherchaient à entraîner le pays; le même décret sanctionne aussi, comme étant un acte délictueux, la propagande menée sous forme orale, écrite ou autre en faveur de la doctrine marxiste ou de toute autre doctrine qui en est proche par ses principes et ses objectifs.

Ainsi, le Chili a adopté une mesure de prudence, en qualifiant de délit toute action volontaire destinée à organiser, favoriser ou inciter à organiser les associations illégales visées à l'article premier, ainsi que toute propagande faite sous forme orale, écrite ou autre, en faveur de la doctrine marxiste ou de toute autre doctrine qui s'en rapproche par ses principes et ses objectifs.

En outre, sur un plan général, la loi No 12 927 de 1958 sur la sécurité de l'Etat, qui a été mentionnée à maintes reprises, donne aux Jefes de Plaza, pendant toute la durée de l'état d'urgence, des attributions étendues en la matière, en les autorisant à empêcher la publication de nouvelles de nature à semer la panique dans la population civile.

Ces vastes attributions ont été réglementées par le décret-loi No 1 281 de 1975 aux termes duquel, dans certains cas, le chef de la zone d'urgence peut prononcer la suspension, pour six numéros au maximum, de l'impression, de la distribution et de la vente des imprimés et, pendant six jours au maximum, les émissions de radio-diffusion ou de télévision. L'intéressé dispose de 48 heures pour recourir contre cette décision devant la Cour martiale.

Il convient de signaler aussi que, depuis le 11 septembre 1973, le gouvernement n'a appliqué ces mesures que dans sept cas dans la zone d'urgence (une fois, dans le cas d'une revue et six fois dans le cas d'une même émission de radio) et qu'aucun journaliste n'a été condamné pour abus de la liberté de la presse, ce qui montre que la liberté de la presse et de l'information existe et a toujours existé dans le pays, sans préjuger les limitations indiquées plus haut, qui découlent des impératifs de la sécurité nationale.

/...

- h) La libération des détenus doit être prononcée et aucune mesure ne doit être prise, ni aucun jugement rendu rétroactivement à leur encontre

La politique appliquée par le Gouvernement du Chili en ce qui concerne les détenus a déjà été analysée dans d'autres parties de la présente note, dans lesquelles il a été signalé ce qui suit :

1. Le nombre des personnes détenues en raison de l'état de siège s'élevait à 422 au 30 juillet;
2. A la même date, le nombre des remises de peine accordées était de 1 044 sur un total de 1 236 requêtes;
3. Le nombre des personnes qui ont été poursuivies devant le Tribunal militaire et qui sont maintenues en détention est de 351;
4. Le nombre des détenus qui ont été condamnés par ledit Tribunal s'élève à 708 personnes; pour 520 d'entre eux, une commutation de peine a été prononcée ou est en cours.

On a fait parvenir à la Division des droits de l'homme les listes complètes des personnes qui ont été libérées sur décision du Président de la République pendant les derniers mois de 1976.

En ce qui concerne la rétroactivité de la loi pénale, les observations formulées à l'alinéa c) de la présente note sont applicables.

Conclusions

Il y a lieu de signaler qu'un grand nombre des réponses aux questions présentées dans la présente note se trouvent contenues, sous une forme plus détaillée, dans le document intitulé "Observations formulées par le Gouvernement chilien sur le deuxième rapport établi par la Commission interaméricaine des droits de l'homme en ce qui concerne ce pays" (OEA/AG/Doc.667/76), lequel sera envoyé en temps voulu au Secrétariat général, Division des droits de l'homme.

De même, il convient de faire observer que le Gouvernement chilien a fourni au Secrétariat général, dans plusieurs notes, une vaste documentation et diverses informations sur les différents aspects de la réalité nationale, documentation et informations qui ont certainement été très utiles au Groupe dont vous êtes le Président.

La délégation permanente du Chili est convaincue que les renseignements fournis dans la présente réponse aideront beaucoup le Groupe de travail spécial à clarifier définitivement la situation du Chili en ce qui concerne les droits de l'homme, et elle saisit l'occasion qui lui est offerte de renouveler à M. Ghulan Ali Allana les assurances de sa plus haute considération.

Le Chargé d'affaires par intérim du Chili,

(Signé) Luis WINTER IGUALT

/...

Document No 14

Document de travail que la délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève a présenté le 30 août 1976 au Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme en réponse aux questions posées oralement à la délégation chilienne le 27 août 1976

Pour que les réponses aux questions qui lui ont été posées par les membres du Groupe de travail le 27 août 1976 soient mieux comprises, la délégation chilienne juge opportun de les présenter dans le présent document, qui se réfère à des cas concrets.

1. Observation de caractère général : les questions qui nous ont été posées à propos des cas concrets attestent le bien-fondé de la procédure suggérée dès qu'a commencé à fonctionner le Groupe de travail : il s'agit de porter à la connaissance du Gouvernement chilien tous les éléments indispensables lui permettant de savoir de quel cas il est question et ainsi de répondre et de prendre les mesures qui s'imposent ou de remédier aux maux signalés, si tant est qu'ils existent réellement. Nous devons insister sur le fait que nous ne demandons pas pour autant au Groupe de travail de divulguer ses sources de renseignements.

2. Cas de M. José Patiño Ayorga, réfugié bolivien : il vit à Coyaique, son état de santé est satisfaisant, et il jouit de toutes ses libertés, sans restriction aucune. Par l'intermédiaire de l'ACNUR et de son épouse, il a manifesté le désir de quitter le pays; le Gouvernement chilien a répondu qu'il pouvait le faire en renonçant à sa qualité de réfugié. Sa décision à ce propos n'a pas été communiquée au Gouvernement chilien.

Il a eu l'occasion de faire deux voyages en Argentine, sans perdre ni son visa ni sa qualité de réfugié. Il résidait antérieurement à Santiago. Comme il en avait le droit, le Gouvernement chilien lui a fixé pour domicile Coyaique, parce que l'intéressé paraissait se livrer à des activités interdites aux réfugiés en vertu des traités internationaux et qu'il désirait, dans son intérêt, lui éviter de graves désagréments. M. Patiño peut aujourd'hui vivre au Chili ou renoncer, en toute liberté, au droit d'asile.

3. Cas de M. Carlos Godoy Lagarrigue, ressortissant chilien : il n'existe aucun élément indiquant qu'il est ou a été détenu, et aucun mandant d'amener n'a été pris contre lui.

4. Décès de M. Carmelo Soria : une enquête a été effectuée par le Tercer Juzgado del Crimen de Mayor Cuantía (tribunal correctionnel) de Santiago. Il ressort des premiers renseignements recueillis qu'il s'agirait d'un accident dû à des défaillances humaines. On a enregistré en 1975 et au cours du premier semestre 1976 16 accidents analogues sur les lieux de cet accident, le chemin de l'Alba, où du fait de la topographie les accidents de ce genre sont assez fréquents. Il ressort de l'autopsie que M. Carmelo Soria est décédé des suites d'un traumatisme cervico-thoracique.

/...

Le Gouvernement chilien tient à signaler que les réponses concernant les trois cas précités sont le résultat d'enquêtes faites extrêmement rapidement, les questions n'ayant été posées que le vendredi 27 août.

Le Gouvernement chilien était en droit de demander un délai raisonnable pour procéder aux enquêtes et envoyer sa réponse, conformément aux pratiques internationales les plus élémentaires; cependant, les questions ayant été posées au moment où la rédaction du rapport était en cours et parce qu'il est soucieux de maintenir de bonnes relations avec le Groupe de travail, le Gouvernement chilien a été amené à communiquer les renseignements qu'il a pu recueillir dans un laps de temps aussi court. Les trois cas précités sont des cas nouveaux qui n'ont jamais été portés à la connaissance du Gouvernement chilien au cours des réunions antérieures avec le Groupe de travail.

/...

Document No 15

Lettre datée du 24 août 1976, adressée par le Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme à l'ambassadeur représentant permanent du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, au sujet du décès du ressortissant chilien Carmelo Soria

J'ai l'honneur de vous informer que le Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation actuelle concernant les droits de l'homme au Chili, a reçu des renseignements relatifs à la mort de M. Carmelo Soria, fonctionnaire du Centre latino-américain de démographie de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine.

Selon les renseignements communiqués au Groupe, les circonstances entourant la disparition et la mort de M. Soria les 14 et 15 juillet 1976 interdisent de conclure à un accident ou un suicide.

Le Groupe de travail spécial m'a chargé de vous adresser la présente lettre pour appeler l'attention du Gouvernement chilien sur ce tragique événement, et lui exprimer son désir de voir cette affaire faire l'objet d'une enquête approfondie étant donné le statut international dont jouissait M. Soria. Le Groupe serait très obligé au Gouvernement chilien de bien vouloir lui faire part sans tarder des résultats de son enquête.

Le Président du Groupe
de travail spécial,
(Signé) Ghulam Ali ALLANA

/...

Document No 16

Note No 1015/109 en date du 21 septembre 1976, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies à propos du décès du ressortissant chilien Carmelo Soria

J'ai l'honneur de me référer à la communication que vous m'avez adressée le 2 septembre dans laquelle vous me demandez de vous fournir des renseignements sur le décès du fonctionnaire chilien du Centre latino-américain de démographie (CELADE), Carmelo SORIA Espinoza.

Comme vous le savez, les tribunaux judiciaires chiliens, en application des dispositions juridiques pertinentes, conformément à la procédure suivie habituellement pour les affaires de ce genre et par l'intermédiaire de l'organe juridictionnel compétent, dans ce cas le Tercer Juzgado del Crimen de Mayor Cuantía (tribunal correctionnel) de Santiago, ont pris connaissance des faits entourant la mort tragique de M. Soria. Dans son rapport, le commissariat des carabiniers de "El Salto" a signalé que le 16 juin 1976, à 11 heures 40, le corps de Carmelo SORIA Espinoza avait été découvert au fond du canal d'irrigation "El Carmen" et qu'à 800 mètres en amont se trouvait une automobile Volkswagen, de couleur blanche, immatriculée ONU 164, de l'année 1976. Il est indiqué dans ce rapport que ce véhicule avait fait une chute d'environ 200 mètres sur la pente de la colline bordée par le chemin "La Pirámide" avant d'aller s'écraser dans le canal. Un chéquier délivré par el Banco Sudamericano, un laissez-passer de l'ONU, No 63431, et une carte d'identité No 2.898.403 délivrée par la préfecture de Santiago, documents qui étaient tous établis au nom de Carmelo SORIA Espinoza, ont été retrouvés à quelques mètres de la rive du canal.

Dans le rapport qu'il a établi après avoir procédé, le 22 juillet dernier, à une inspection des lieux, le tribunal saisi de l'affaire a confirmé que le corps de la victime a bien été retrouvé à quelque 200 mètres du chemin principal, et il a ajouté que, selon les carabiniers interrogés, le corps de M. Soria se trouvait au fond du canal, coincé sous une branche d'eucalyptus. Il convient d'ajouter que pour retrouver le cadavre de M. Soria, il a fallu détourner les eaux et draguer le canal.

Dans ce même document, le tribunal a confirmé qu'à quelque 1 000 mètres à l'est de l'endroit où a été retrouvé le corps de la victime et en remontant le versant ouest de la colline, c'est-à-dire en amont, se trouvait, également au fond du canal, le véhicule Volkswagen décrit plus haut. Venant du chemin "La Pirámide", ce véhicule avait dévalé la pente de la colline et on pouvait encore voir à cette date les marques en zigzag qu'il avait laissées sur la végétation.

Comme il ressort de la documentation en la possession du tribunal correctionnel, de Mayor Cuantía, la distance séparant l'endroit où a été retrouvé le véhicule de celui où a été retrouvé le corps du malheureux M. Soria serait due au courant du canal "EL Carmen".

/...

L'autopsie pratiquée sur la victime révèle que la mort a été provoquée par un traumatisme cervico-thoracique et cranéo-encéphalique. En outre, l'autopsie a permis de relever un taux d'alcoolémie de 1,49 gramme pour mille, ce qui signifie que la victime était en état d'ivresse. Par ailleurs, le tribunal a ordonné une expertise mécanique pour déterminer si le véhicule, en particulier son système de freinage, était en bon état de marcher et pour savoir si le véhicule s'était endommagé à la suite d'un choc, en se retournant ou en dévalant la pente. Il a également demandé une expertise pour déterminer si les lésions découvertes sur la victime à l'autopsie avaient pu être provoquées par les parties saillantes de l'intérieur du véhicule. En outre, on a demandé au médecin-légiste de fournir plus de détails sur les conclusions figurant dans le certificat d'autopsie.

Pour ce qui est de votre demande tendant à ce que les autorités chiliennes désignent un magistrat qui serait spécialement chargé de connaître cette affaire, je suis en mesure de vous informer que le Ministère de la justice, tout en estimant que cela ne faciliterait pas l'enquête à l'heure actuelle, saisira de cette question les tribunaux de justice pour que ceux-ci, seuls compétents en la matière, décident s'il convient ou non de procéder à une telle nomination.

Je tiens à vous rappeler que tous les faits liés à ce pénible incident sont soumis à la juridiction des tribunaux ordinaires de justice du Chili, lesquels, outre qu'ils sont les seuls compétents pour instruire cette affaire délicate, ne relèvent dans l'exercice de leurs fonctions d'aucun autre pouvoir de l'Etat. Ils instruisent cette affaire selon les dispositions pertinentes de la législation chilienne et conformément à la procédure établie par la loi pour cette forme d'enquêtes et de poursuites.

Je peux vous assurer que le Gouvernement chilien tient autant que vous à faire toute la lumière sur les faits et que les tribunaux ordinaires de justice font tous les efforts nécessaires à cette fin avec l'indépendance, l'empressement et le sérieux dont ils ont toujours fait preuve. Je me ferai un devoir de porter à votre connaissance tous les autres renseignements que la Mission permanente recevra sur cette question.

Le représentant permanent du Chili
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Ismaël HUERTA DIAZ
Vice-Amiral
